

Avis adopté

Séance plénière du 24 janvier 2023

Cannabis : sortir du statu quo, vers une légalisation encadrée

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Le travail sur le rapport a permis de comprendre à quel point les politiques publiques menées jusqu'à présent sur le cannabis sont contreproductives à de nombreux égards. Cet avis vient en complément de nombreux rapports et études, notamment celui de l'Assemblée nationale, qui ne cessent de souligner le décalage entre les politiques publiques et la réalité du terrain, comme leur inefficacité. Il ressort que le choix de la répression est une erreur. La prévention n'est pas à la hauteur.

La volonté du CESE de faire un bilan de ces politiques sur un tel sujet a mené la commission à se départir de ses préjugés, à examiner les aspects sociaux, sanitaires, économiques, environnementaux ou encore internationaux pour avoir une vision complète, factuelle, et ne pas tomber dans le piège de la binarité ou de réponses simplistes.

Ce sujet est loin d'être anecdotique si l'on s'intéresse aux chiffres, aux trafics et toutes leurs conséquences vertigineuses en termes sanitaires et sécuritaires, mais aussi sur la vie menée dans certains quartiers, le travail réalisé par les associations et travailleurs et travailleuses sociales, ou par les services publics, sur l'accès ou non à certains métiers, sur les possibilités économiques d'une production saine, inscrite dans la transition écologique... Peu importe le statut social, le territoire, l'âge ou la profession : l'usage de cannabis transcende ces catégories, même s'il les impacte différemment. En tous les cas, tout le monde est concerné, directement ou pas.

Pour notre Groupe, l'avis offre plus que des pistes. Il permet, par son souci d'une appropriation démocratique large, une meilleure prise en charge collective de cette plante. Santé publique, culture, économie, consommation diverse : la légalisation proposée est le moyen pour sortir de l'impasse actuelle. Même si des pans restent à approfondir : la réinsertion des personnes impliquées, en bas de la pyramide, dans les trafics, les moyens pour sortir certains quartiers de la violence et de l'économie parallèle, ainsi que le système de production agricole et la préservation de la diversité génétique des plantes.

Avec un tel avis, que nous voterons, nous offrons à l'Etat, s'il s'en empare et s'il en a le courage, la capacité d'affronter les faits, de viser l'efficacité en plus de proposer une vision politique basée sur davantage de justice sociale.